

Résonances

Lettre d'information



Pôle ressources ville et développement social

Centre de Ressources Politique de la Ville ouest francilien

39 rue des Bussys
95600 Eaubonne
contact@lepoleressources.fr

L'actu du Pôle ressources

< Petit-déjeuner, 14 octobre, 9h30-12h, Cergy >

MOUVEMENTS MASCULINISTES : S'OUTILLER COLLECTIVEMENT POUR MIEUX COMPRENDRE ET AGIR

Le Pôle ressources, dans le cadre du cycle violences sexistes et sexuelles initié en 2023, consacre à présent une rencontre au décryptage de l'essor des mouvements masculinistes et des discours antiféministes qui y sont associés, véhiculés très largement par le biais d'internet. Cette matinée, visant à outiller les acteur·rices du développement social et territorial sur ces questions, accueillera Pauline Ferrari, journaliste spécialiste des nouvelles technologies, des questions de genre et des cultures web. Autrice du livre " Formés à la haine des femmes ", elle viendra partager les enseignements de ses recherches et documenter les mouvements masculinistes et la montée des discours antiféministes en ligne. Puis, Carole Évéraère, du collectif rEGALons-nous ! viendra partager et échanger sur ses expériences de terrain et évoquer des moyens de sensibiliser les publics, à l'aide d'outils ou de bonnes pratiques.

www.lepoleressources.fr/actions/mouvements-masculinistes-soutiller-collectivement-pour-mieux-comprendre-et-agir/

< Rencontre francilienne, 14 octobre, 9h-16h30, Paris >

DE L'ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL À L'ACTION COLLECTIVE : QUELLES POLITIQUES PUBLIQUES POUR LES FAMILLES MONOPARENTALES ? QUELS LEVIERS POUR AGIR LOCALEMENT ?

Les centres de ressources politique de la ville franciliens, dont le Pôle ressources, organisent une journée régionale de réflexion sur le sujet de la monoparentalité. L'objectif consiste à sensibiliser les acteur·rices aux enjeux particuliers qui touchent ces familles, qui représentent près d'un quart des foyers en France, et dont la majorité est portée par des femmes. La matinée sera ainsi consacrée à une recontextualisation théorique de ce phénomène, avec des interventions d'expertes, complétées par une table ronde de témoignages d'actions concrètes. L'après-midi sera l'occasion pour les participant·es de découvrir différentes démarches inspirantes portées dans les territoires, à travers un Bar Camp qui réunira différent·es partenaires francilien·nes engagé·es auprès de ce public.

www.lepoleressources.fr/actions/journee-francilienne-dediee-a-la-monoparentalite/

< Restitutions, 14 octobre, 9h-12h30, Nanterre / 15 octobre, 9h30-12h30 et 14h-16h, Cergy >

PRÉSENTATION DU RAPPORT 2025 SUR L'ÉTAT DU MAL LOGEMENT EN ÎLE-DE-FRANCE

La Fondation pour le logement des défavorisés entame un tour d'Île-de-France pour la présentation de l'édition 2025 de son rapport sur l'état francilien du mal logement, dont deux dates sont prévues dans l'ouest du territoire. Le Pôle ressources accompagne l'animation de la restitution valdoisienne, qui sera suivie de deux tables rondes, destinées à éclairer les enjeux de mixité sociale et de mobilité résidentielle, avec l'apport de chercheur·ses et professionnel·les du territoire. La rencontre proposera également en après-midi une visite (optionnelle) du quartier Axe Majeur-Horloge de Cergy, axée sur la construction d'une ville nouvelle au cadre de vie qualitatif et sur la poursuite d'une politique ambitieuse en termes de qualité du logement et de mixité sociale. Dans les Hauts-de-Seine, la restitution sera suivie d'une table ronde, animée par l'Observatoire Précarité et Mal Logement du 92, s'intéressant aux politiques de lutte contre la précarité et le mal logement au niveau départemental.

www.lepoleressources.fr/actions/presentation-du-rapport-2025-sur-letat-du-mal-logement-en-ile-de-france/

< Webinaire, 25 septembre, 10h-11h30 >

RIVALITÉS DE QUARTIERS ET VIOLENCES ENTRE BANDES DE JEUNES

Attentif aux remontées des professionnel·les de l'ouest francilien, le Pôle ressources organise depuis 2023 des sensibilisations et formations sur un sujet de préoccupation fréquemment mentionné par les acteur·rices de l'éducation, de la prévention et de la jeunesse : le sentiment d'une violence grandissante pour les publics qu'ils et elles accompagnent. Afin d'apporter des clés de lecture, et de mettre en avant les processus en jeu dans les situations de violence pour les témoins, les auteur·rices et les victimes, l'équipe du Pôle ressources a ciblé différents types de violences, qui seront abordés tout au long de l'année scolaire 2025-2026. La première rencontre, qui se déroulera au format webinaire, verra Audrey Teko, chercheuse post-doctorante en sociologie et sciences de l'éducation, partager son expertise sur le sujet des violences entre bandes de jeunes dans le cadre des rivalités de quartiers.

www.lepoleressources.fr/actions/analyse-sociologique-des-rivalites-de-quartiers-et-violences-entre-bandes-de-jeunes/

National / Régional

Développement territorial

CRÉATION D'UN MOUVEMENT NATIONAL DES PÔLES TERRITORIAUX DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE (PTCE)

Définis dans la loi sur l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) de 2014 et soutenus par la relance d'une politique nationale en 2021, via un Appel à Manifestation d'Intérêt, les Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE) expérimentent de nouvelles formes d'activités, d'emplois, et de gouvernance encore peu (re)connues. En regroupant des acteur·rices d'horizons variés (entreprises de l'ESS, collectivités territoriales, centres de recherche...), ils visent à mettre en œuvre une stratégie commune et continue de mutualisation, de coopération ou de partenariat, au service de projets économiques et sociaux innovants, socialement ou technologiquement, et porteurs d'un développement local durable. Afin de rassembler et promouvoir ces dynamiques collectives de coopération territoriale, un mouvement national est né en mai 2025. Son conseil d'administration, élu à l'unanimité, se structure en 3 collèges : un collège des PTCE ; un second des représentant·es de réseaux ; et un troisième composé de partenaires associés.

www.rtes.fr/system/files/inline-files/20250519_CP-Cr%C3%A9ation-du-Mouvement-des-PTCE.pdf

Politique de la ville

UN RAPPORT SUR LE FUTUR DE LA POLITIQUE DE LA VILLE ET SON FINANCEMENT

Préparé dans le cadre du Printemps de l'évaluation 2025, un rapport abordant la politique de la ville par son versant financier est paru. Contribuant à la réflexion sur l'avenir de cette politique publique, celui-ci met en lumière certaines des réussites, tout en rappelant les difficultés rencontrées, plus de 40 ans après sa création, pour lutter contre les inégalités. Le rapport pointe en effet que, bien que contribuant à réduire les écarts, elle demeure contrainte par des facteurs tels l'illisibilité de son fonctionnement ou l'absence d'un objectif clairement

identifié de diminution des inégalités sociospatiales. Enfin, 4 grandes priorités sont dégagées : renforcer l'ambition de la politique de la ville par l'éducation et la culture (Cités éducatives généralisées, micro-folies, programme Démos...) ; consacrer un financement équilibré et simplifié (augmentation, sécurisation et clarification des crédits de la politique de la ville...) ; agréger les initiatives à l'échelle locale et, enfin, relancer le renouvellement urbain sur des bases nouvelles.

www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/rapports/cion_fin/17b1598_rapport-information#_Toc256000013

En bref

- Prix Prévention de la Délinquance, 16^{ème} édition, thématique " santé mentale et sécurité ", Forum Français pour la Sécurité Urbaine, jusqu'au 17 octobre
<https://ffsu.org/prixprev/>

- Les conséquences du vieillissement de la population en Île-de-France, Avis, Ceser, juin 2025

https://www.ceser-iledefrance.fr/app/uploads/2025/06/20250616_sp_vdef_pagenerumber_compressed-2.pdf

- Lancement d'une mission de préfiguration pour une phase 3 de l'ANRU, Ministre du Logement, 5 août
www.ecologie.gouv.fr/presse/valerie-letard-confie-philippe-van-maele-mission-prefiguration-laverin-renovation-urbaine

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Les Mureaux

UN PROJET CULTUREL ENTRE L'INSTITUT DU MONDE ARABE ET L'ÉCOQUARTIER MOLIÈRE DES MUREAUX

Dans le cadre de l'appel à projets Culture et Lien social de la Direction régionale des Affaires culturelles, la ville des Mureaux et l'Institut du Monde Arabe (IMA) portent un projet consacré à la « ville du futur », « idéale, écologique et durable ». Le programme, à destination de 20 muriautien·es de 16 à 25 ans, comprend des ateliers de réflexion, pour définir les thématiques abordées, et des rencontres avec des professionnel·les de l'architecture et de l'urbanisme. Ce programme sera complété par 52 heures de pratique artistique au sein des Ateliers du Moulin aux Mureaux ainsi que par un parcours culturel - Institut du Monde Arabe, Grande Mosquée, Jardin des Plantes - à Paris. Enfin, une journée de restitution, le 28 octobre prochain, viendra clôturer ce cycle.

Contact : dee.ecoquartier-molier@ville-lesmureaux.fr

MOUVEMENT

Olivier

Delcayrou est nommé Préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du Préfet des Hauts-de-Seine.

Hauts-de-Seine

RAPPORT SUR L'ÉTAT DES LIEUX DE LA PRÉCARITÉ ET DU MAL LOGEMENT DANS LES HAUTS-DE-SEINE

L'Observatoire précarité et mal logement du 92 (OPML92) publie son rapport sur les évolutions de la précarité et du mal logement dans les Hauts-de-Seine pour 2018-2022, mettant en lumière les disparités sociales et spatiales à l'œuvre au sein du département. En consolidant une série de données publiques, institutionnelles ou issues des bailleurs sociaux, le rapport analyse deux principaux facteurs d'exclusion sociospatiale. D'une part, la raréfaction du foncier disponible, qui provoque mécaniquement une augmentation des prix à l'accession privée, dopée par l'arrivée du Grand Paris Express qui attire des ménages plus aisés en périphérie de Paris. D'autre part, la croissance limitée du parc social - bien en deçà des objectifs prévus par la loi, ne permet pas de répondre aux besoins croissants. En outre, les logements sociaux récents et ceux issus des opérations de renouvellement urbain sont de moins en moins accessibles aux ménages les plus pauvres : les logements les plus accessibles ne représentent plus, en 2022, que 15% du parc social. Enfin, l'attribution aux ménages prioritaires n'atteint pas ses objectifs, renforçant les phénomènes de gentrification de la petite couronne et de déplacement des plus précaires vers la grande couronne ou hors Île-de-France.

Contact : contact@precaritelogement92.fr

Fiche expérience

Gennevilliers

DÉMARCHE D'IMPACT COLLECTIF : UNE ALLIANCE ÉDUCATIVE POUR UNE VISION PARTAGÉE À L'ÉCHELLE DE LA VILLE

Dans le cadre de sa Cité éducative, la ville de Gennevilliers porte l'ambition de faire agir collectivement l'ensemble de ses partenaires autour d'une vision partagée et coconstruite, au service de sa jeunesse.

En 2019, la ville de Gennevilliers intègre la première vague des Cités éducatives, portée par l'ambition de renforcer la continuité éducative au sein de son territoire. Initialement déployée dans les quartiers du Luth et du Fossé de l'Aumône, le périmètre de la Cité éducative a été élargi à l'ensemble des quartiers prioritaires de la ville lors de sa relabellisation en 2024, intégrant les Agnettes et les Grésillons. Pour Romane Urbano, cheffe de projet opérationnel arrivée en 2022, *cette expansion a été un vrai tournant. Elle a renforcé le besoin de structurer, car il existe énormément d'acteur-rices, d'initiatives, d'histoires de quartiers... Mais peu de lisibilité.* Ainsi, à mesure que les projets se multiplient, l'enjeu de la coordination se renforce, d'autant que le territoire est riche en dispositifs. Ainsi, la Cité éducative peut compter sur la longue tradition de partenariat entre services municipaux, associations, écoles, acteur-rices santé, jeunesse, emploi... Pour Romane Urbano, *cette densité doit se donner une vision commune, pour faire alliance autour de la jeunesse, en évitant de se disperser.*

Une méthode pour changer de regard

La Cité éducative s'est donc engagée en 2023 dans une démarche innovante pour répondre à ces enjeux de coordination, visant au développement d'une culture commune : la démarche d'impact collectif. Déployée par l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) et mise en œuvre avec le soutien de la société coopérative de production (SCOP) Accolades, cette méthode exigeante nécessite l'implication régulière des acteur-rices, à travers des temps de formation communs, de concertations et de réflexion. Cette approche d'impact collectif doit se coconstruire régulièrement et sur un temps long, sortant des temporalités habituelles des dispositifs existants en visant des changements.

La formation portée par Accolades évoque ainsi une approche portée par un « noyau d'acteur-rices courageux-ses » partageant un « sentiment d'urgence à agir » et une volonté de « mutualiser leurs ressources au service d'une vision commune ». La Cité éducative souhaite ainsi embarquer l'ensemble des acteur-rices de la jeunesse dans la coconstruction de cette vision partagée à 10 ans, pour guider le travail collectif, au travers d'un plan d'action concerté et régulièrement discuté, au service des jeunes du territoire. L'impulsion de cette démarche a conduit à de premières transformations. A titre d'exemple, la cheffe de projet opérationnel évolue désormais entre stratégie et logistique, organisant les réunions, les arbitrages avec la troïka et les mises en réseau des différent-es porteur-ses de projets. Elle résume ainsi l'évolution des pratiques à l'œuvre sur le territoire : *on sort du pilotage de projet classique pour aller vers une ingénierie plus souple, plus transversale. Il s'agit d'être à l'écoute, de créer des liens et de faire circuler les informations entre les différents mondes professionnels. Tout cela implique beaucoup de diplomatie, mais surtout de garder le cap de la vision commune construite ensemble.* L'ambition partagée, dégagée au fil de ces échanges, a conduit à ce que, en 2025, les enfants et les jeunes de Gennevilliers se projettent avec confiance dans l'avenir.

Vers une culture du changement partagé et durable

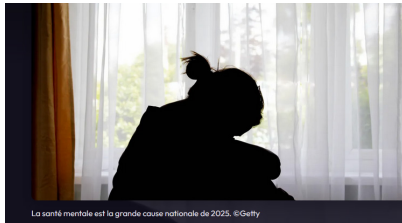
Parmi les axes dégagés, 3 grandes priorités ont émergé de cette vision commune, initiée par la Cité éducative et ses partenaires : renforcer les pratiques participatives des professionnel-les ; travailler l'inclusivité, notamment des jeunes en situation de handicap ou éloigné-es des dispositifs ; et décloisonner les dynamiques de quartiers pour favoriser l'équité territoriale. Une feuille

de route est en cours de formalisation et des groupes de travail interacteur-rices seront prochainement constitués, pour réfléchir à ces axes de transformation. Ces objectifs peuvent paraître ambitieux, et ces changements à opérer tendent à complexifier la mobilisation des partenaires, pour qui des réticences et des craintes persistent parfois. Romane Urbano souligne ainsi que *certain-es trouvent la vision trop ambitieuse, trop floue... Mais ce n'est pas grave, l'important est que chacun-e puisse s'y projeter à sa manière.* Cette persévérance permet de bouger les lignes petit à petit, assimilant ainsi l'expression « impact collectif » et ce qu'elle implique, dans l'évolution des postures : on n'évoque plus des problèmes à régler ou un empilement de projets à mener mais des changements à provoquer ensemble. Des ponts se créent entre écoles, centres sociaux, associations, directions municipales, permettant à la logique de cohérence de prendre le pas sur la logique de projet. Romane Urbano le rappelle : *on n'invente rien, mais on aligne nos forces. Le parcours de la démarche prend ainsi forme, et les partenaires avancent maintenant vers la prochaine étape.* Celle-ci vise l'intégration plus active d'enfants et de jeunes à cette dynamique collective, tout en pérennisant l'engagement des acteur-rices, pour qui la projection sur le temps long peut constituer un défi, au regard des incertitudes budgétaires et des turnover importants que peuvent connaître certaines structures. Cette démarche permet à la Cité éducative de devenir un espace d'expérimentation partagée, où la culture du « faire ensemble » prend peu à peu le pas sur les logiques de dispositifs parallèles, et où chaque partenaire se connaît et ose solliciter les autres.

Contact : Romane Urbano, cheffe de projet opérationnel, romane.urban@ville-gennevilliers.fr



< ÉMISSION RADIO >



SANTÉ MENTALE : LE MAL DU SIÈCLE ?

Érigée en « grande cause nationale » pour 2025, la santé mentale s'impose comme un enjeu sociétal majeur, surtout depuis la crise du Covid-19. Dans le podcast de France Culture « Santé mentale : le mal du siècle ? », deux expert-es, Marie-Rose Moro, pédopsychiatre, et Mathieu Bellahsen, psychiatre, décryptent cette problématique. Leurs analyses révèlent une augmentation préoccupante des troubles psychiques, notamment chez les jeunes, symptôme des tensions sociales actuelles. Les intervenant-es insistent sur l'urgence à repenser les modes de prise en charge, au-delà de la seule médicalisation des troubles. Les chiffres sont parlants : + 40 % de consultations pour anxiété chez les 18-30 ans depuis 2020, et

un-e Français-e sur trois touché-e par des troubles psychiques au cours de sa vie. Face à cette réalité, les intervenant-es appellent à une approche globale, combinant soins spécialisés et politiques sociales adaptées.

www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/france-culture-va-plus-loin-l-invite-e-des-matins/sante-mentale-le-mal-du-siecle-2498480

< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

• « *La pauvreté de masse : symptôme d'une crise de la cohésion sociale* », Hugo Spring-Ragain, The Conversation, 5 août

<https://theconversation.com/la-pauvrete-de-masse-symptome-dune-crise-de-la-cohesion-sociale-2614867>

• « *Vieillir dans une banlieue populaire, une triple peine et un « impensé » politique* », Le Monde, 11 août

[Disponible au Pôle ressources]

• Et pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politiques de la Ville : www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville



< À LIRE / À VOIR >



METTRE EN OEUVRE LE TRAVAIL SOCIAL DE DEMAIN. DÉFIS ET RENOUVELLEMENT DE L'INTERVENTION SOCIALE

Denis Bourque, Françoise David (Préfacer) Presses de l'Université du Québec, mars 2025, 320p

Malgré l'engagement et les compétences de leurs acteurs et actrices, le travail social et l'intervention sociale manquent de reconnaissance et de moyens pour répondre aux besoins des personnes, des familles, des groupes et des collectivités. Plusieurs estiment que les conditions de pratiques actuelles dans le domaine de la santé et des services sociaux, et dans les réseaux communautaires, compromettent leur contribution à la société québécoise. Comment aider les personnes qui façonnent le devenir du travail social et surtout sa capacité à jouer son rôle pour qu'émergent des transformations à la hauteur des problèmes et des enjeux sociaux qui prennent des dimensions de crises ? [...].

www.puq.ca/catalogue/livres/mettre-oeuvre-travail-social-demain-5051.html

Extraits 4e de couv



LES DISCRIMINATIONS UN ENJEU DE SANTÉ PUBLIQUE EN FRANCE : LE CÔÛT CACHÉ

Yamina Meziani (dir.), éd. Le Bord de l'Eau, juillet 2025, 168 p

Longtemps abordées sous l'angle juridique et économique, les discriminations restent encore largement sous-estimées dans leurs effets sur la santé des individus. Pourtant, qu'il s'agisse de stress chronique, de troubles psychosomatiques et alimentaires, ou d'un épuisement progressif, les expériences discriminatoires s'inscrivent durablement dans les corps. Fruit d'enquêtes de terrain croisées avec deux chercheurs, Mame-Fatou Diop Nintcheu, médecin généraliste, et Matys Verlant, sociologue, cette contribution interroge la responsabilité des institutions dans l'élaboration de leurs politiques d'égalité et d'anti-discrimination, celle des professionnels de santé dans l'accompagnement qu'ils proposent, ainsi que celle des employeurs face à une réalité encore insuffisamment prise en considération. [...]. Et si lutter contre les discriminations ne relevait pas seulement d'un impératif légal ou moral, managérial mais d'une nécessité de santé publique, et notamment de santé au travail ?

www.editionsbdl.com/produit/les-discriminations-un-enjeu-de-sante-publique-en-france-le-cout-cache/

Extraits 4e de couv